

NEWS

SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel

1-15 avril 1988

n° 110

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

DECLARATION DE LA COMMISSION NATIONALE EXECUTIVE (KKW) DE NSZZ "SOLIDARNOSC" 1er MAI, JOURNEE DE LUTTE POUR LES LIBERTES SYNDICALES ET CONTRE LA CHUTE DU NIVEAU DE VIE

La détérioration des conditions d'existence, l'appauvrissement continu des familles, la pénurie de logements, la dégradation du milieu naturel et une des plus basses durées de vie moyenne en Europe, tel est le bilan de six ans de gestion du pouvoir par l'équipe de l'état de guerre. Tel est le résultat de 40 ans de gouvernements monopolistiques incontrôlés.

En maintenant ce système qui s'écroule, le pouvoir annonce un renforcement de l'exploitation des travailleurs, un élargissement des prérogatives de la bureaucratie et de l'appareil policier, un renforcement répressif de la législation du travail.

Dans cette situation, nous affirmons que la participation aux festivités officielles du 1er Mai équivaldrait à participer à la fête du pouvoir. Pour le monde du travail, pour les ouvriers, le 1er Mai, comme il y a quelques dizaines d'années, est une fête de lutte pour les droits élémentaires du travail; le 1er Mai est un jour de protestation contre les inefficaces hausses de prix et contre la répression des initiatives sociales indépendantes, un jour de lutte pour les libertés syndicales.

Nous exigeons des salaires tels qu'une journée de travail de 8 heures permette la subsistance d'une famille. Nous revendiquons que le salaire minimum ne soit pas inférieur au minimum social. Nous exigeons que les incompétences des employeurs ne soient pas payées du prix de la santé et de la vie des travailleurs; nous demandons que l'ouvrier puisse être considéré comme un individu et non comme une simple force de travail.

Le monde du travail au Chili, en Roumanie, en Afrique du Sud et dans bien d'autres pays mène une même lutte. Dans ce combat, notre allié est le mouvement syndical démocratique du monde entier.

Nous souhaitons que le 1er Mai soit le symbole de la solidarité syndicale et qu'il prouve notre volonté de retrouver nos droits légitimes, notre volonté de gagner la re-légalisation du syndicat indépendant NSZZ "Solidarnosc".

La KKW de NSZZ "Solidarnosc", le 9 avril 1988.

*_*_*

HAUSSES DE PRIX ET NIVEAU DE VIE

Au 1er avril, le 3ème volet des hausses de prix est entré en vigueur (après les produits alimentaires, relevés de 40% début février, après la hausse des prix des communications et des loyers début mars) : cette fois, le prix du charbon, de l'électricité, du gaz et des carburants est relevé de 200 à 300%. La presse syndicale clandestine a publié des analyses des conséquences de ces mesures sur le niveau de vie des travailleurs. Les articles et tableaux ci-dessous prouvent qu'on assiste en Pologne à une chute dramatique du niveau de vie de la population.

LES HAUSSES DE PRIX sont-elles vraiment nécessaires? Les autorités en font la pierre d'angle de leur programme de réformes, les déclarant absolument indispensables à la restructuration économique. Les syndicalistes indépendants et l'opinion publique les dénoncent comme des "mécanismes" cachant l'absence de véritables réformes et entraînant une détérioration constante des conditions de vie de la population. Les augmentations se suivent et se ressemblent, l'une entraînant l'autre. Faut-il alors poursuivre un développement extensif de la production (et privilégier l'industrie lourde) ou chercher à réduire les coûts de production et augmenter la qualité? Les autorités ont favorisé la 1ère option. NSZZ "Solidarnosc" a critiqué les draconiennes hausses de prix, inefficaces puisque le système économique qui a échoué demeure intact et puisqu'elles n'entraîneront aucune réduction des coûts de production. L'industrie polonaise utilise en moyenne 3 fois plus d'énergie et de matériaux par unité produite que dans les pays occidentaux. On estime que 40% des produits finis ne répondent pas aux normes de qualité (67% dans l'industrie du meuble, 20% dans la sidérurgie).

Ainsi, aux usines de tracteurs Ursus où 20% de la production présente des déficiences majeures, l'usine demandait une hausse de 50% du prix de ses produits, le Ministère des Finances était prêt à accorder 32% et finalement, elle fut de 40%, malgré les protestations de l'Union Nationale des Cercles Ruraux et des Organisations Agricoles. Avant même cette hausse, la liste d'attente pour l'achat d'un tracteur était trois fois supérieure à l'offre annuelle disponible.

4° P. 12007

40% DES POLONAIS vivent à la limite du niveau minimum social d'existence. En 1986, une famille moyenne devait consacrer 8.168 zlotys par mois et par personne pour l'alimentation de base; alors que seules 21% des familles ouvrières disposaient d'un revenu mensuel moyen de 8.000 zl par personne. Parmi les retraités et pensionnés, ces données étaient de 30% et 36.4% respectivement. Ce sont là des chiffres pour 1986; depuis, les hausses de prix se sont succédées.

Comparaison des prix entre 1978 et 1988; évaluation du salaire nécessaire en 1988 pour maintenir la capacité d'achat de 1978:

Produit	Unité	Prix: 1978 - 1988 (en zlotys)		salaire 88 préservant le niveau 78
beurre	0,25kg	17	185	50.973 zl
fromage	1 kg	42	450	50.185 zl
lard	1 kg	36	240	31.266 zl
saindoux	0,25 kg	7	66	44.163 zl
pain	0,8 kg	4	46	53.866 zl
farine	1 kg	6,70	70	48.937 zl
millet	0,5 kg	3,25	47	67.738 zl
sucré	1 kg	10,50	165	73.605 zl
côtes de porc	1 kg	56	890	74.605 zl
basses-côtes	1 kg	42	530	59.107 zl
boeuf désossé	1 kg	42	560	62.453 zl
boeuf avec os	1 kg	30	400	62.400 zl
jambon cuit	1 kg	90	1.500	78.066 zl
vodka 40°	0,5 l	116	1.440	58.146 zl
loyer	par m2	3	33	51.524 zl
billet chemin de fer 2ème cl. 200 km		60	444	51.992 zl
charbon	1 tonne	550	15.000	127.745 zl
essence	1 l	13	120	43.236 zl
chauffage	par m2	2,40	24	46.640 zl

salaire moyen nominal nécessaire en 1988 pour maintenir le niveau de 1978 : 60.020 zl

après les hausses de février, mars et avril 88 et la compensation salariale (6.000 zl pour les travailleurs; 3.000 zl pour les retraités), le salaire moyen est à présent de :

33.000 zl

*_*_*_*_*

Salaires réels en zlotys par rapport à 1980 (1980=100):

1978 - 96
1980 - 100
1981 - 110
1982 - 66
1983 - 72
1984 - 72
1985 - 75

Salaires réels en dollars (1980=100):

1978 - 96
1980 - 100
1981 - 110
1982 - 25
1983 - 25
1984 - 20
1985 - 16

*_*_*_*_*

Durée de travail nécessaire pour acquérir les produits sur base du salaire moyen:

Produit	décembre 84	avril 87
pain 1 kg	14 minutes	17 min
poulet 1 kg	1h 38 min	1h 29 min
beurre 1 kg	3h 29 min	4h 11 min
lait 1 l	10 min	9,5 min
oeuf 1 pce	9 min	9 min
sucré 1 kg	28 min	40 min
boeuf 1 kg	2h 43 min	2h 29 min

Produit	Décembre 1984	Avril 1987
chaussures	10h 22 min	13h 32 min
fridaire	263h 18 min	182h 32 min
tv noir-blanc	213h 38 min	185h 14 min
costume	59h 5 min	61h 32 min

B.D.I.C

*_**

Capacité d'achat d'un salaire mensuel moyen

	1984	1987	1988
charbon (en tonnes)	8,5	5,2	2,3
sucre (en kg)	326	236	212

Le salaire d'un ouvrier de l'usine de télévision "Polkolor" de Varsovie:

"J'ai commencé à travailler en 1952, comme apprenti à un poste d'ouvrier; je gagnais alors 1.350 zl par mois. A présent, comme ouvrier qualifié, je gagne environ 40.000 zl. Il y a 35 ans, avec mon salaire, je pouvais m'acheter 263 kg de sucre, 920 kg de pain et 9.200 boîtes d'allumettes (une chemise coûtait alors 65 zl, un blouson 750 zl). En 1979, avec mon salaire (à l'époque - 8.000 zl), je pouvais m'acheter 762 kg de sucre, 2.000 kg de pain et 16.000 boîtes d'allumettes. A présent, avec mon salaire, je suis en mesure de m'acheter 242 kg de sucre, 869 kg de pain et 8.000 boîtes d'allumettes. Je gagne comparativement moins aujourd'hui qu'il y a 35 ans comme apprenti. Pour maintenir la valeur de mon salaire de 1979, je devrais gagner aujourd'hui environ 100.000 zl."

*_*_*_*_*_*

*_*_*_*

AU TERME DE 1987, l'endettement extérieur de la Pologne envers les pays et banques occidentaux s'élevait à 39,2 milliards de dollars contre 33,5 mds en 1986, 29,3 mds en 85 et 24,8 mds en 82. Cette croissance, cette auto-alimentation de la dette polonaise est d'autant plus inquiétante que rien n'indique que la Pologne soit en mesure d'augmenter ses capacités exportatrices, condition indispensable à toute élévation de ses possibilités de remboursement. L'autre phénomène alarmant est la modification de la structure de l'exportation polonaise: les produits à haute valeur technologique jadis vendus à l'ouest sont à présent remplacés par une exportation prépondérante de matières premières et d'alimentation.

En effet, on constate depuis 1981 dans les exportations de la Pologne une chute constante des produits industriels à haute valeur de transformation; leur part est passée dans les années 81-83 de 58% à 46% du total des exportations. Le Conseil Consultatif Economique (gouvernemental) se plaint que cette part soit diminuée à la mi-87 de 12% par rapport à 1979.

En 1983, seuls 19% du total des produits industriels exportés (et par contre 60% de l'exportation globale de produits alimentaires, de matières premières et de produits semi-finis) étaient exportés vers les pays capitalistes. L'essentiel de l'exportation des produits à haute transformation provenait dans les années 70 de l'industrie de la machine-outil. En 1984, ce secteur a perdu sa place de meilleur exportateur au profit de l'industrie énergétique (essentiellement le charbon); sa part dans l'exportation vers l'ouest est passée de 32% en 1981 à 17% en 1985.

On explique généralement l'aggravation de la structure de l'exportation polonaise par les limitations des importations provenant des pays capitalistes. On suggère l'existence d'importantes réserves de production et d'exportation que l'on pourrait facilement libérer en augmentant les importations provenant des pays occidentaux (en particulier d'équipement industriel). En est-il réellement ainsi? Quand en 1983, est intervenu la première faible hausse des importations depuis plusieurs années, celle-ci n'a en rien modifié les capacités exportatrices. La hausse de 15% des importations d'équipement industriel des pays capitalistes (à l'exception des matériaux destinés à la production alimentaire) s'est accompagnée d'une baisse de 7% de l'exportation de produits industriels vers ces mêmes pays. Cette dramatique situation indique que l'importation d'équipement est une condition peut-être indispensable mais certainement pas suffisante de l'augmentation de l'exportation des produits industriels. A long-terme, la possibilité d'améliorer la structure de l'exportation polonaise par l'importation de biens d'investissements semble également improbable; l'expérience des années 70 (période Gierek) en est la preuve.

Aussi, il semble évident que sans profonde réforme économique, telle que la revendique NSZZ "Solidarnosc", la Pologne ne sera jamais en mesure de se débarrasser du poids grandissant de sa dette extérieure, dont les autorités reportent la charge sur la population polonaise (cfr les dernières hausses de prix).

*_*_*_*_*_*

LA PAUVRETE est devenue inexorablement un des aspects de la réalité polonaise de la fin des années 80; et la constante chute du niveau de vie, décrite plus haut, ne risque pas de freiner ce phénomène. Dans les mass-média polonais officiels, la pauvreté n'apparaissait que pour décrire l'exploitation dans les pays occidentaux et du tiers-monde. La presse clandestine s'est penchée sur ce nouveau fait de société. L'article ci-dessous de Zofia Tatar a paru dans le bi-mensuel clandestin "la Pologne auto-gérée".

LES PAUVRES en Pologne. Jusqu'il y a quelques années, ils appartenaient au folklore, assez peu répandu, des grandes villes et ils étaient les marginaux de la société - alcooliques, personnes handicapées, sans famille. Mais à présent, leur nombre augmente de mois en mois. Ce sont des gens qui fouillent les immondices des grandes villes à la recherche de quelque chose à manger, pour s'habiller ou à vendre. Leur jour préféré est le dimanche, quand les services d'immondices ne travaillent pas. Les poubelles ne sont pas ramassées et au lendemain du samedi, il y a toujours quelque chose d'intéressant à trouver. Le lundi matin, avant le passage des éboueurs, est également un bon moment; tout comme les périodes de fêtes. Autour des poubelles, se déroulent souvent des scènes dramatiques: les gens s'arrachent des vieux vêtements, des bouteilles, des pots, du papier. Les "fouineurs" expérimentés, presque professionnels, repoussent brutalement les novices, conduits là par la misère. Tous sont pourchassés par les gardiens d'immeubles. (...) On ne voit presque plus aujourd'hui de clochards de l'ancien type: sales, débraillés, poussant un vieux landau plein de papier et de loques. A présent, les décharges sont fréquentées par des gens à l'aspect classe moyenne, dont le comportement est souvent tout un spectacle.

Un tel vieil homme élégant habite un rez-de-chaussée d'un immeuble convenable. Rasé, bien habillé, il regarde toute la journée par la fenêtre qui donne sur deux collectes d'immondices. De temps en temps, il sort avec un seau, feignant jeter quelque chose. Mais son seau est vide; dans les immondices, il ramasse quelque chose et le ramène chez lui. C'est un de ces pensionnés dont la retraite est grignotée par l'inflation et les hausses de prix. Les voisins, voyant son manège, proposent de l'aider; mais il est trop fier pour recevoir la charité.

Une jeune femme avec deux petits enfants et un bébé dans un landau rodent autour des immondices. Ses enfants, 4 et 6 ans, puisent dans les poubelles, le landau servant de moyen de transport.

Une employée retraitée, seule, avec une pension de 14 mille zl, reconnaît ne pouvoir vivre sans faire les poubelles. Au début, elle dit en avoir eu honte, plus maintenant; elle déclare que ceux qui accordent de si misérables pensions devraient être honteux.

La véritable pauvreté devient une réalité pour davantage de gens en Pologne. Les annonces officielles de l'augmentation du minimum des pensions et des allocations à 10 mille zl par mois sont risibles en regard de la hausse des prix et de l'inflation galopante. Vivre avec 10 mille zl par mois est aujourd'hui impossible. Aussi, davantage de personnes seront contraintes de fouiller les poubelles: les gens sans famille pour les aider, sans la force ou la capacité de trouver un travail complémentaire, les personnes âgées, les mères seules. Les miséreux en Pologne sont chaque jour plus nombreux. Quand la dernière paire de chaussures est déchirée et qu'on a pas les moyens d'en acheter, brisant la honte, des gens qui jusque là n'en auraient pas eu idée, sont contraints à faire les poubelles.

*_*_*_*_*

TRAVAIL POLONAIS, profit soviétique.

Les cas de sites de construction abandonnés ou de délai de construction de 20 ans pour les hopitaux n'étonnent plus en Pologne. On les explique par le manque d'équipement, de matériaux, de personnel et d'entreprises spécialisées. Où se trouve donc le potentiel de la construction? La réponse peut être trouvée dans la presse, non polonaise mais soviétique. On peut y apprendre que des entreprises polonaises, avec des équipements et matériaux polonais, restaurent les vieux quartiers de Tallin, Riga, Tartu, Vilnius ou achèvent la construction d'hôtels à Riga, Moscou et Kiev, l'entreprennent à Kownie, Tallin et même Novosibirsk.

Cela se passe alors qu'on vient de prendre connaissance de projets de contrats avec des firmes occidentales qui construiront des hôtels en Pologne et en garderont les droits de gestion pendant plusieurs années. Les Polonais auront donc des hôtels mais pas leurs bénéfices. Dans le même temps, "Budimex" (la plus grande société de construction polonaise) signe des contrats pour la construction d'hôtels, de maisons de repos et de sanatoriums en URSS. Là, bien sûr, il n'est pas question de partager le droit sur les bénéfices.

La situation dans le secteur de la construction devient plus qu'inquiétante: "Trybuna Ludu" indique qu'il y a trois ans, "Budimex" construisait en URSS pour une valeur totale de 2,5 millions de roubles, en 87 132 millions et cette année, probablement plus de 200. Tout cela au prix du recul des investissements dans la construction en Pologne.

*_*_*_*_*

L'AN DERNIER, 14 mille accidents de travail ont été relevés dans l'industrie minière, dont 141 mortels, soit une hausse de 43 en un an. Les normes édictées par le Ministère des Mines jugent acceptable le taux de une victime par million de tonnes extrait.

*_*_*_*_*